

Bolivie: Le gouvernement et les organisations sociales de Santa Cruz analysent les accords de l'assemblée populaire

Image not found or type unknown



Photo: Prensa Latina

La Havane, 24 oct. (RHC)- Le gouvernement bolivien et les organisations sociales du département de Santa Cruz ont décidé d'analyser aujourd'hui les accords de la Grande Assemblée populaire qui s'est

tenue le 21 octobre.

"Ils demandent une réunion pour faire connaître les résolutions de l'assemblée municipale du 21 octobre 2022 et pour nous faire connaître leur position concernant le recensement et les efforts nécessaires pour répondre à la plus grande préoccupation des habitants de Santa Cruz", a déclaré la ministre de la Présidence, María Nela Prada, lors d'une conférence de presse.

Elle a expliqué que cette demande, en pleine grève illimitée convoquée par les groupes de pouvoir de la région, "a trait à l'économie sans perdre la qualité technique de l'ensemble du processus de recensement sur la base des critères déterminés".

Maria Nela Prada a précisé que la réunion sera télévisée en direct, tout comme la rencontre de samedi dernier entre le gouvernement et le comité interinstitutionnel, dirigé par le gouverneur, Luis Fernando Camacho, le comité civique Pro Santa Cruz et le recteur de l'université autonome Gabriel René Moreno, Vicente Cuéllar.

Elle a demandé aux médias d'être équitables et d'assurer la même couverture médiatique que lors de la réunion de samedi.

Interrogée sur la possibilité que l'Église catholique participe à un dialogue, Mme Prada a déclaré qu'elle ne se souvenait pas d'expressions ecclésiastiques visant à établir des négociations lors de conflits précédents dans le pays.

Elle a rappelé que Romulo Camacho a "lâchement" quitté la table de dialogue samedi, et que l'Église n'a rien dit à ce sujet non plus.

Se référant à l'assemblée populaire, la ministre a déclaré: "en tant que gouvernement, nous écouterons les résolutions".

Les dirigeants des principales organisations sociales dans le département de Santa Cruz ont donné 48 heures aux groupes de pouvoir pour rétablir le dialogue avec le gouvernement et mettre fin aux blocages.

"Nous garantissons le fonctionnement de nos usines, des oléoducs, des gazoducs et des exportations pendant 48 heures seulement, après quoi nous allons couper complètement les approvisionnements, il suffit que quelques logisticiens (membres de groupes de pouvoir) veuillent nous soumettre", a déclaré Rolando Borda, cadre de la Centrale Ouvrière Départementale.

"Laissez les techniciens faire leur travail, nous, les organisations, nous avons aussi des techniciens, nous exigeons que le gouvernement nous convoque immédiatement", a conclu Borda.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/302772-bolivie-le-gouvernement-et-les-organisations-sociales-de-santa-cruz-analysent-les-accords-de-lassemblee-populaire>



Radio Habana Cuba